

# Nouveau paysage de l'agriculture mondiale

Urs Gantner, Office fédéral de l'agriculture OFAG, 3003 Berne

Renseignements: Urs Gantner, e-mail: urs.gantner@blw.admin.ch, tél. +41 31 322 25 74



Rizières en Chine. (Photo: Urs Gantner, OFAG)

La 27<sup>e</sup> Conférence internationale des économistes agricoles (International Association of Agricultural Economists IAAE) s'est tenue à Pékin du 16 au 22 août. Elle était consacrée au Nouveau paysage de l'agriculture mondiale («The New Landscape of Global Agriculture»). Les discussions, sous-tendues par la crise alimentaire, ont porté sur des sujets tels que la sécurité alimentaire, l'autosuffisance, les réserves de céréales, le protectionnisme, le soutien agricole, les biocarburants, la vulnérabilité des ménages ruraux, etc. La conférence a été marquée par un intérêt renouvelé pour le secteur agroalimentaire et la question de savoir comment nourrir durablement la population mondiale.

Le présent article relate un choix de thématiques et d'exposés.

## De nouvelles forces vont influencer les marchés agricoles des pays en développement

Dezio Zylbersztajn (Université de São Paulo) a parlé du rôle des réglementations institutionnelles dans l'agriculture, en mettant l'accent sur le Brésil. Des adaptations macro-institutionnelles influencent l'agriculture à l'échelle mondiale, au Brésil ou ailleurs (réformes économiques en Chine, évolution de la politique agricole de l'UE, OMC, développement des normes européennes relatives aux denrées alimentaires et système international de la propriété intellectuelle). La Chine joue un rôle tout particulier: elle contribue fortement au commerce mondial à la suite de l'ouverture du marché, ce qui ouvre des possibilités de production au Brésil. Selon Zylbersztajn, le Brésil n'utilise qu'une petite partie de ses terres agricoles et a suffisamment d'eau.

Les modes de production durables bénéficient globalement d'un soutien. Les défis à relever dans les forêts tropicales brésiliennes sont uniques; le pays est conscient de la fragilité de sa biomasse dans l'Amazonie et dans le Cerrado. Zylbersztajn indique cependant que l'expansion de l'agriculture mondiale n'a été possible que parce que les surfaces agricoles ont gagné du terrain par rapport aux régions sauvages. C'est le cas en Europe, en Amérique du Nord, en Asie et en Afrique. Le même phénomène se produit aujourd'hui en Amérique latine. La surface se prêtant à l'exploitation agricole au Brésil est estimée à 851 millions d'hectares; pour l'instant, seuls 33 % sont utilisés pour la production agricole. Zylbersztajn souligne que le gouvernement brésilien doit traiter l'utilisation des terres en relation avec l'environnement. Il doit (1) définir et mettre en œuvre les limites de l'expansion de l'agriculture et (2) fixer les droits de propriété en Amazonie.

La bioénergie est l'une des forces vives du changement qui se produit à l'échelle mondiale dans l'agriculture. Dans ce domaine, le Brésil produit de l'éthanol (à base de canne à sucre) et du biodiesel (90 % à base de soja).

Zylbersztajn souligne que les trois forces à l'œuvre – la demande mondiale, la durabilité et la bioénergie – ont des répercussions au niveau national et mondial et qu'elles interagissent. Les systèmes agricoles organisés à l'échelle mondiale s'adapteront aux nouvelles normes en matière de qualité et aux exigences socio-écologiques; dans ces systèmes, les coûts de production seront abordables pour les pays à bas revenus.

### Agriculture chinoise en mutation

L'économie chinoise connaît de profondes transformations provoquées par des réformes initiées en 1978: les marchés ont été partiellement libéralisés, le taux de change a été réduit et des zones économiques ont été créées pour attirer les investisseurs étrangers. Les réformes ont contribué à une progression de près de 10 % par an du produit intérieur brut (PIB) entre 1979 et 2008.

La croissance macroéconomique rapide s'est traduite par une évolution structurelle dynamique dans l'économie. La part de l'agriculture au PIB a passé de 40 % en 1970 à 11 % en 2007. Les revenus croissants et l'urbanisation ont aussi conduit, durant cette période, à des modifications considérables dans la consommation des biens agricoles.

Si la Chine connaît une croissance économique de 6 à 7 % par an de 2010 à 2020, l'économie chinoise sera en 2020 environ quatre fois plus grande qu'en 2000. La croissance économique entraîne une diminution des

### Encadré 1 | Le secteur agricole chinois en quelques mots

- 1,3 milliard d'êtres humains, 21 % de la population mondiale, 9 % des terres assolées mondiales, 6 % des réserves mondiales d'eau douce
- développement économique: croissance économique d'environ 10 % par an depuis 2000, mais de 4,5 % dans l'agriculture
- transformation de l'exportateur net en importateur net: cinquième exportateur et quatrième importateur mondial
- importation de produits exigeant beaucoup de terres: soja destiné à la production de viande, coton destiné aux usines textiles
- exportations surtout de produits exigeant beaucoup de main-d'œuvre: poissons, fruits, légumes et produits transformés
- objectif politique: autosuffisance en céréales et en riz
- enjeux:
  - disparités de revenu croissantes entre ville et campagne malgré les contre-mesures telles que l'exemption fiscale et les paiements directs en faveur des paysans; risque croissant de tensions sociales
  - pertes de terres cultivées en raison d'une forte extension des surfaces bâties (0,18 % ou 1 mio. ha par an)
  - défis écologiques: pénurie d'eau, érosion, atteintes à l'environnement
  - problèmes pour le respect des normes relatives à la sécurité des denrées alimentaires: réputation parfois mauvaise des produits chinois et problèmes d'exportation



Figure 1 | Paysanne au marché. (Photo: Urs Gantner, OFAG)

précieuses surfaces cultivées, en raison de l'urbanisation, de la construction de routes et de l'industrialisation. Face à cette évolution, la Chine mise sur les nouvelles technologies de pointe pour continuer d'augmenter le rendement par unité de surface. Mis à part la productivité des surfaces, la Chine tablera surtout sur ses propres possibilités et atouts, en augmentant les importations dans les domaines où ses ressources (sol et eau) sont limitées. Selon les pronostics, les importations d'oléagineux et de céréales fourragères ainsi que de viande de porc et de volaille devraient donc augmenter. La part de production intérieure d'oléagineux devrait passer de 70 % en 2001 à 45 % en 2020. En revanche, la Chine continuera d'exporter du riz; selon les pronostics, les quantités exportées devraient même légèrement augmenter. En outre, la Chine pourrait exporter davantage de produits exigeant beaucoup de main-d'œuvre tels que légumes, fruits, poissons et produits agricoles transformés. Le pays se concentrera progressivement sur des domaines exigeant beaucoup de main-d'œuvre dans le secteur agro-alimentaire, ce qui offre des avantages comparatifs à l'échelle mondiale. Le taux d'autosuffisance devrait diminuer pour certains produits, mais la part de céréales indigènes (sauf les céréales fourragères) et le taux d'autosuffisance global seront toujours élevés. Dans l'ensemble, les importations de la Chine devraient continuer à augmenter, se répercutant sur la demande et donc les prix du marché mondial, notamment dans le domaine des oléagineux et des céréales.

### Biens publics mondiaux et agriculture du 21<sup>e</sup> siècle

Dans son exposé, John Quiggin (University of Queensland) se penche sur le thème «L'agriculture et la stabilisation du climat mondial». Le rapport 2007 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montre que, malgré des stratégies offensives pour limiter la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère à 400–500 ppm (parties par million), on arrivera à une hausse de la température d'au moins 2°C au 21<sup>e</sup> siècle (comparativement au 20<sup>e</sup> siècle). Le rapport du GIEC présente des projections allant de 2 à 6,4°C. Le secteur agricole devra faire face aux coûts d'adaptation.

Le climat et l'atmosphère sont des biens publics. Les nations de cette terre doivent développer les mesures politiques appropriées dans ce domaine. Pour stabiliser le climat mondial, il faut investir chaque année 1 à 3 % du revenu mondial. Quiggin plaide en faveur d'une répartition égale des quotas d'émissions par personne au plan mondial, avec la possibilité de négocier ces quotas.

L'exposé de M. Prabhu Pingali (Fondation Gates) traite de la recherche et du développement ainsi que du

soutien aux pays en développement, qui est en train de changer. Au cours des cinquante dernières années, la recherche agronomique et la technologie, dépassant les frontières, ont apporté une contribution significative à l'amélioration de la productivité agricole dans les pays en développement. Les variétés modernes de riz, de blé et d'autres denrées alimentaires de base sont souvent citées comme exemple d'une utilisation réussie de la science mondiale pour combattre la faim et la pauvreté. Les premiers investissements de recherche ont été opérés par des fondations internationales (Ford et Rockefeller). Ensuite, une coalition de bailleurs de fonds publics et privés a assuré, dans le cadre du CGIAR (Consultative Group on International Agricultural Research), que la recherche dans l'intérêt public se poursuive sur le long terme. Aussitôt que le savoir développé par le CGIAR a été rendu public, des institutions nationales publiques et privées ont investi dans l'adaptation de la technologie, ainsi que dans la diffusion et la transmission de ce savoir. Les résultats de la recherche menée au plan international font toujours l'objet d'une forte demande. Il s'agit avant tout, dans les pays les moins avancés (PMA), d'augmenter la productivité de systèmes agricoles traditionnels. Dans les pays en développement, par contre, c'est l'augmentation durable de la productivité et le renforcement de la compétitivité qui sont importants. Dans les pays industrialisés, l'accent est mis davantage sur le rôle multifonctionnel de l'agriculture. L'adaptation au changement climatique gagne en importance pour les trois systèmes de production.

Dans les systèmes de production des pays en développement, toujours plus axés sur le marché, les investissements privés dans la recherche et le développement agronomiques ont augmenté. Les grandes multinationales et les entreprises nationales constituent de plus en plus une solution de rechange aux institutions publiques de transfert technologique, surtout en ce qui concerne les produits de haute valeur comme le coton, le maïs, les légumes, les animaux, etc. La possibilité de réaliser des gains à partir de la recherche et du développement agronomiques grâce à la propriété intellectuelle (droits de propriété intellectuelle, DPI) et au développement d'hybrides a conduit à un glissement de la recherche agronomique vers le secteur privé. Les conditions-cadre comme les DPI, l'ouverture des frontières et la transparence des réglementations concernant la sécuri-

té biologique vont amener une augmentation des investissements privés dans les systèmes de production commerciaux des pays en développement. Pourtant, certaines régions, comme l'Afrique subsaharienne, ne sont pas au centre de l'intérêt du secteur privé. Celui-ci ne va pas investir dans la recherche de solutions pour les conditions de production difficiles comme celles des régions particulièrement sèches ou chaudes.

De plus, il deviendra indispensable à l'avenir de lier la recherche et le développement agronomiques mondiaux aux besoins nationaux. Le CGIAR doit se concentrer sur les domaines où une défaillance du marché freine la recherche et le développement. Cela concernera avant tout les systèmes de production servant à assurer la subsistance dans des conditions environnementales difficiles et les cultures négligées jusqu'à présent comme le sorgho, le manioc, les légumes tropicaux, etc. La recherche internationale doit se concentrer sur les résultats de recherche ayant un caractère de biens publics; en outre, elle doit soutenir les partenaires nationaux dans l'adaptation locale et la diffusion de la recherche et du développement agronomiques. Selon Pingali, les fonds verticaux et les programmes mondiaux doivent désormais gagner en importance. Les programmes mondiaux doivent se concentrer sur des questions spécifiques, significatives au plan multinational. Pour réussir, il est nécessaire de définir clairement les outputs, d'en évaluer ex ante les effets et de définir des indicateurs clairs qui permettent d'apprécier le progrès réalisé et de mesurer les conséquences. Il est urgent de développer des synergies entre les fonds verticaux, générateurs d'innovations, et les fonds horizontaux au plan national, qui se focalisent sur les adaptations de la technologie, la diffusion et la transmission des résultats de la recherche et du développement agronomiques.

### Croissance des échanges internationaux

La conférence a offert aux scientifiques une excellente occasion de présenter leurs travaux de recherche et elle a donné un bon aperçu des questions sur lesquelles les agro-économistes travaillent, au niveau mondial. Quatre cent – un exposés ont été présentés lors de la conférence; 43 % de ces exposés ont été rédigés en commun par des auteurs de différents pays, ce qui montre le développement des réseaux et l'accroissement des échanges internationaux dans le domaine du développement et de la recherche. ■

### Bibliographie

La bibliographie peut être obtenue auprès de l'auteur.